



**PRÉFET
D'ILLE-
ET-VILAINE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE N° 32514-3

**modifiant l'arrêté préfectoral n°32514 en date du 20 décembre 2002 autorisant la société
Entreprise de Vidange des Trois Villes (EVTV) à exploiter un centre de stockage et de
traitement de déchets d'hydrocarbures et un centre de transit d'autres déchets (huiles
usagées) sur le territoire de la commune de SAINT-MALO**

**Le préfet de la région Bretagne
Préfet d'Ille-et-Vilaine**

Vu le code de l'environnement et notamment le livre V, Titre 1^{er} relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu la Directive IED n°2010/75/UE du 24 novembre 2010 ;

Vu l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 relatif aux MTD applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 32514 du 20 décembre 2002 autorisant la société Entreprise de Vidange des Trois Villes à exploiter un centre de stockage et de traitement de déchets d'hydrocarbures et un centre de transit d'autres déchets (huiles usagées) à Saint-Malo ;

Vu le dossier de réexamen IED transmis le 14 août 2019, complété les 28 juillet 2020, 4 février et 15 février 2021 ;

Vu le rapport de base transmis le 26 décembre 2019 ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 25 juin 2021 ;

Vu le courrier en date du 20 juillet 2021 par lequel la société EVTV a été invitée à faire connaître ses observations au projet d'arrêté préfectoral complémentaire qui lui a été transmis ;

Vu le courrier en date du 19 avril 2022 par lequel la société EVTV fait part de ses observations au projet d'arrêté préfectoral complémentaire ;

CONSIDERANT que l'établissement EVTV relève de la directive IED au regard des activités de traitement des déchets menées sur le site de SAINT-MALO ;

CONSIDERANT que les activités IED du site impliquent l'utilisation, la production ou le rejet de substances dangereuses pertinentes et un risque de contamination du sol et des eaux souterraines sur le site d'exploitation ;

CONSIDERANT que ces deux conditions cumulées ont conduit l'exploitant à élaborer un rapport de base définissant l'état de pollution du sol et des eaux souterraines sur le périmètre IED de l'établissement ;

CONSIDERANT que les rejets aqueux et gazeux des activités IED du site peuvent être à l'origine de nuisances ;

CONSIDERANT qu'il convient d'actualiser les prescriptions de l'arrêté préfectoral autorisant l'exploitation des installations en application des dispositions :

- des articles R.581-45 et R.515-70 du code de l'environnement, celles relatives aux valeurs limites d'émission (VLE) et aux périodicités de surveillance des rejets aqueux et gazeux ;
- de l'article R.515-60-f du code de l'environnement, s'agissant des substances ou mélanges visés dans le rapport de base, celles relatives à la surveillance périodique du sol et des eaux souterraines.

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture d'Ille-et-Vilaine,

ARRÊTE :

Article 1^{er} : Exploitant titulaire de l'autorisation

L'arrêté préfectoral d'autorisation n° 32514 en date du 20 décembre 2002 autorisant la société Entreprise de Vidange des Trois Villes (EVTV) située 10 à 18 rue du Clos Baron, sur la commune de Saint-Malo à exploiter un centre de stockage et de traitement de déchets d'hydrocarbures et un centre de transit d'autres déchets (huiles usagées) est complété par les dispositions précisées dans les articles suivants.

Article 2 : Ajout de prescriptions relatives à la surveillance des sols et des eaux souterraines

➤ **Les prescriptions de l'article 4.7.7 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 20 décembre 2002 relatives à la surveillance des eaux souterraines et des sols sont modifiées et remplacées par les dispositions suivantes :**

« Article 4.7.7 Surveillance de la qualité des sols et des eaux souterraines

Un programme de surveillance de la qualité des sols et des eaux souterraines est mis en place selon les modalités suivantes :

- *surveillance décennale des sols pour les paramètres suivants : hydrocarbures totaux, BTEX, COHV, HAP, indice phénol, Cyanures aisément libérables et ETM (éléments Traces Métalliques : arsenic, cadmium, chrome, cuivre, nickel, mercure, plomb, zinc) sur les points de sondage identifiés dans le rapport de base du C19-020 V2 du 26 décembre 2019 complété ou, en cas d'impossibilité technique, dans des points dont la représentativité est équivalente,*

- *surveillance semestrielle des eaux souterraines pour les paramètres suivants : hydrocarbures totaux, BTEX, COHV, HAP, indice phénol, Cyanures aisément libérables et ETM (éléments Traces Métalliques : arsenic, cadmium, chrome, cuivre, nickel, mercure, plomb, zinc) via un réseau composé d'au moins 3 piézomètres dont 2 au moins, sont implantés en aval du site. La définition de l'implantation des piézomètres est faite à partir des conclusions d'une étude hydrogéologique. Le piézomètre P1 est bouché suivant les règles de l'art et remplacé par un piézomètre répondant aux normes en vigueur.»*

Article 3 : Prévention de la pollution des sols et des eaux souterraines

➤ **Un article 4.7.8 : « Prévention de la pollution des sols et des eaux souterraines » relatif aux mesures et moyens mis en œuvre afin de prévenir les émissions dans le sol et dans les eaux souterraines est rajouté à l'arrêté préfectoral d'autorisation du 20 décembre 2002 :**

« Article 4.7.8 : Prévention de la pollution des sols et des eaux souterraines

L'exploitant prend toute disposition pour entretenir et surveiller à intervalles réguliers les mesures et moyens mis en œuvre afin de prévenir les émissions dans le sol et dans les eaux souterraines et tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justificatifs (procédures, compte rendu des opérations de maintenance, d'entretien des cuvettes de rétention, canalisations, conduits d'évacuations divers...). »

Article 4 : Ajout de prescriptions relatives à la prévention de la pollution de l'air

➤ **Un article 3.5 est ajouté à l'arrêté préfectoral d'autorisation du 20 décembre 2002 :**

« Article 3.5. fréquence de surveillance des rejets d'eaux industrielles et les niveaux d'émissions dans l'air :

L'exploitant fait procéder, à ses frais, à un contrôle des rejets atmosphériques du traitement physicochimique (électrocoagulateur SOLVIN, du bac d'homogénéisation et de la centrifugeuse) par un laboratoire accrédité selon les dispositions suivantes :

- prélèvements par le laboratoire accrédité avant rejet d'échantillons représentatifs
- mesure des paramètres conformément au tableau suivant :

Paramètres	Valeurs limites d'émission	Fréquence de la surveillance
HCl ¹	5 mg/Nm ³	semestrielle
NH ₃ ¹	-	semestrielle
COVT ¹	20 mg/Nm ³ ou 45 mg/Nm ³ lorsque le flux est inférieur à 0,5 kg/h au point d'émission	semestrielle

¹ La valeur limite et la surveillance ne sont applicables que lorsque la substance concernée est pertinente pour le flux d'effluents gazeux, d'après l'inventaire décrit au III de l'annexe 2 de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019. »

Article 5 : Modifications des prescriptions relatives aux VLE et à l'autosurveillance des eaux résiduaires industrielles :

➤ L'article 4.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 20 décembre 2002 est remplacé par le suivant :

« Article 4.3 – Eaux résiduaires industrielles – Eaux issues de l'activité de traitement de déchets d'hydrocarbures :

Celles-ci sont rejetées dans l'ouvrage collectif de SAINT-MALO.

L'exploitant devra obtenir l'autorisation de déversement des eaux usées dans le système de collecte de la commune de SAINT-MALO en application du Code de la Santé Publique. D'autre part, une convention de déversement sera établie entre la Société E.V.T.V. et le propriétaire du réseau d'assainissement et tenue à la disposition de l'Inspection des Installations Classées. Les eaux déversées dans ledit réseau doivent répondre aux caractéristiques suivantes :

- Température < 30°C
- pH compris entre 5,5 et 8,5
- $\frac{DCO}{DBO_5} < 3$

FLUX DE POLLUTION BRUTE		
Débit horaire maximum	m ³ /h	5
Volume journalier	m ³ /j	50
Matières en suspension totales (MEST)	kg/j	30
Demande Chimique en Oxygène (DCO)*	kg/j	100
Demande Biochimique en Oxygène (DBO ₅)*	kg/j	40
Azote Global (NGL)	kg/j	7,5
Phosphore total (P)	kg/j	2,5 (0,8 à compter du 17/08/2022)
Hydrocarbures	kg/j	0,5

Débit annuel maximum : 15 000 m³

CONCENTRATIONS		
Matières en suspension totales (MEST)	mg/l	600
Demande Chimique en Oxygène (DCO)*	mg/l	2000
Demande Biochimique en Oxygène (DBO ₅)*	mg/l	800
Azote Global (NGL)	mg/l	150
Hydrocarbures	mg/l	10
Phosphore total (P)	mg/l	50

Et, à compter du 17/08/2022 :

CONCENTRATIONS		
Phosphore total (P)	mg/l	16,3 (en lieu et place de 50)
Arsenic	mg/l	0,1
Cadmium	mg/l	0,1
Chrome	mg/l	0,3 (0,1 si flux > 5g/j)
Cuivre	mg/l	0,5 (0,25 si flux > 5g/j)
Plomb	mg/l	0,3 (0,1 si flux > 5g/j)
Nickel	mg/l	1 (0,2 si flux > 5g/j)
Zinc	mg/l	2
Chrome hexavalent	mg/l	0,1 (50 µg/l si flux > 1g/j)
Mercure	µg/l	10
AOX	mg/l	1
Cyanure libre	mg/l	0,1

* sur effluents non décantés

En outre :

- les eaux déversées sont débarrassées des matières flottantes, déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement après mélange avec d'autres effluents, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.

- Elles ne renferment pas de substances nocives en quantités suffisantes pour inhiber le processus biologique de la station d'épuration ou pour détruire la vie aquatique sous toutes ses formes à l'aval du point de déversement.

L'exploitant fait procéder, à ses frais, à un contrôle annuel des eaux résiduaires industrielles rejetées par un laboratoire accrédité selon les dispositions suivantes :

FRÉQUENCE DE SURVEILLANCE	
Matières en suspension totales (MEST)	trimestrielle
Demande Chimique en Oxygène (DCO)*	
Demande Biochimique en Oxygène (DBO ₅)*	
Azote Global (NGL)	
Phosphore total (P)	
Hydrocarbures	
Arsenic	trimestrielle à compter du 17/08/2022
Cadmium	
Chrome	
Cuivre	
Plomb	
Nickel	
Zinc	
Chrome hexavalent	
Mercure	
AOX	
Cyanure libre	

<i>BTEX</i>	
<i>Indice phénol</i>	
<i>Manganèse</i>	

»

Le reste sans changement.

Article 6 : Délai et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré à la juridiction administrative, le tribunal administratif de Rennes :

1° Par le pétitionnaire ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de cette décision.

Cette décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2° susvisés.

Le tribunal administratif de Rennes peut être saisi en utilisant l'application Télérecours citoyens accessible par le site : <https://www.telerecours.fr>

Article 7 : Publicité

En vue de l'information des tiers :

- Une copie de l'arrêté sera déposée en mairie de Saint-Malo et pourra y être consultée ;
- Ce même arrêté sera affiché en mairie de Saint-Malo pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;
- L'arrêté sera publié sur le site internet de la préfecture d'Ille-et-Vilaine pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 8 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture d'Ille-et-Vilaine, le sous-préfet de Saint-Malo, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bretagne et l'inspection des installations de l'environnement, spécialité installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société EVTV et dont une copie sera adressée au maire de la commune de Saint-Malo.

Fait à Rennes

Pour le préfet,
Le secrétaire général

Le 02/06/2022



Ludovic GUILLAUME